



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.946/2
du 28 février 2022

advies 70.946/2
van 28 februari 2022

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'déterminant les modalités
financières concernant l'octroi,
l'utilisation et le contrôle du
subside à destination des
communes dans le cadre de la
Task Force Groupes
vulnérables avec l'objectif de
soutenir les communes dans la
lutte contre les violences
intrafamiliales'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot bepaling van de
financiële modaliteiten inzake
de toekenning, de aanwending
en de controlemechanismen
van de subsidie In het kader
van de Task Force Kwetsbare
Groepen met als doel het
ondersteunen van de
gemeenten in de strijd tegen
intrafamiliaal geweld'

Le 2 février 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'déterminant les modalités financières concernant l'octroi, l'utilisation et le contrôle du subside à destination des communes dans le cadre de la Task Force Groupes vulnérables avec l'objectif de soutenir les communes dans la lutte contre les violences intrafamiliales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 février 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 février 2022.

*

Op 2 februari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot bepaling van de financiële modaliteiten inzake de toekenning, de aanwending en de controlemechanismen van de subsidie In het kader van de Task Force Kwetsbare Groepen met als doel het ondersteunen van de gemeenten in de strijd tegen intrafamiliaal geweld'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 februari 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 februari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 octobre 2021 'déterminant les modalités d'octroi d'un subside à destination des communes dans le cadre de la Task Force Groupes vulnérables avec l'objectif de soutenir les communes dans la lutte contre les violences intrafamiliales' habilite le ministre de l'Intérieur à déterminer « les conditions d'octroi, d'utilisation et de contrôle des aides financières ».

Selon l'article 108 de la Constitution, il appartient en principe au Roi de faire les règlements nécessaires pour l'exécution des lois. Des dérogations à ce principe, par lesquelles le Roi délègue son pouvoir réglementaire à un ministre, ne sont réputées se concilier avec la règle constitutionnelle précitée que pour autant que les délégations accordées se rapportent à des mesures d'exécution accessoires ou de détail.

En l'espèce, l'arrêté royal du 27 octobre 2021, pris en exécution de l'article 69, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 30 mars 1994 'portant des dispositions sociales', fixe lui-même les conditions essentielles d'octroi, d'utilisation et de contrôle des aides financières, les articles 121 à 124 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État', visés à l'alinéa 2 du préambule de cet arrêté royal, réglant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Dans un texte de nature réglementaire, il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant. De telles mentions sont certes superflues mais, davantage que celui de double emploi, c'est le reproche de dénaturation de la norme qui doit être adressé à de telles pratiques.

L'auteur du projet doit en effet rester dans sa sphère de compétence ; en reproduisant – même fidèlement – une disposition de force obligatoire supérieure, il agit comme s'il était compétent pour arrêter – donc aussi modifier – la norme supérieure reproduite, celle-ci étant alors en quelque sorte rétrogradée dans la hiérarchie des normes.

Par conséquent, l'arrêté en projet doit être revu à la lumière de cette observation. C'est sous cette réserve que les observations particulières qui suivent sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « notamment l'article 69bis, 1° » par les mots « l'article 69, alinéa 1^{er}, 1° ».
2. À l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter les mots « , l'article 14, § 1^{er} ».

Dans la version française, il faut en outre insérer le chiffre « 2021 » après le mot « octobre ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Les définitions données aux 1° à 4°, dans les deux occurrences de ce 4°, doivent être omises dès lors qu'elles figurent déjà à l'article 1^{er}, 1° à 3°, 5° et 7°, de l'arrêté royal du 27 octobre 2021.

En outre, les définitions contenues aux 6° et 14° (lire : 7° et 15°) ne sont pas utilisées dans la suite du texte et seront donc omises.

2. Aux 9°, 10° et 11°, il y a lieu d'omettre respectivement les mots « Les frais de personnel désignent les frais », « Les frais de fonctionnement regroupent » et « les investissements sont », qui sont inutiles et ne cadrent pas avec la construction de la phrase commençant par la disposition liminaire de l'article 1^{er}.

Article 2

Le Conseil d'État s'interroge quant à la portée normative du membre de phrase « et s'engage à le gérer 'en bon père de famille' » dès lors qu'une telle notion paraît impliquer une marge d'appréciation dans le chef de communes bénéficiaires de la subvention alors qu'en la matière elles n'en disposent en principe pas ¹.

Article 3

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, au paragraphe 3, il convient de remplacer les mots « programme 8 de la section 13 » par les mots « programme 13.56.8 ».

¹ En tout état de cause, il aurait mieux valu que l'expression « bon père de famille » fût remplacée par celle de « personne prudente et raisonnable » : voir par exemple l'article 1.10 du Code civil proposé par l'article 2 de la proposition de loi 'portant le Livre 1^{er} « Dispositions générales » du Code civil' (*Doc. parl.*, 2020-2021, n° 55-1805/001, p. 32) et l'article 5.72 du Code civil proposé par l'article 2 de la proposition de loi 'portant le Livre 5 « les obligations » du Code civil' (*Doc. parl.*, 2020-2021, n° 55-1806/001, p. 315).

Ceci étant, pareille disposition, eu égard au principe de la légalité budgétaire inscrit à l'article 174 de la Constitution, ne serait admissible, sans être par ailleurs nécessaire, que si elle se bornait à constater, pour un exercice budgétaire isolé ayant déjà fait l'objet d'un budget général des dépenses, à quel programme de ce dernier il y a lieu de rattacher les dépenses liées à la subvention réglée par le projet. Toutefois, dès lors que le projet a vocation à s'appliquer de manière pluriannuelle, en ce compris donc pour des exercices budgétaires futurs, il n'appartient pas au ministre de se substituer au législateur budgétaire en indiquant quel est le programme des futurs budgets des dépenses qui aura la charge de la dépense liée à la subvention réglée par le projet.

La disposition sera omise et ce, d'autant plus que le ministre n'a reçu aucune habilitation sur ce point dans le cadre des textes procurant les fondements juridiques au projet.

Article 8

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il faut remplacer les mots « au § 1^o et 2^o » par les mots « au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o ».
2. Au paragraphe 3, alinéa 2, de la version française, le mot « communale » sera remplacé par le mot « commune ».

Article 9

Le paragraphe 2 prévoit que le contrôle opéré par l'administration en ce qui concerne les pièces visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, peut être réalisé par coup de sonde. Les pièces visées sont celles qui constituent le dossier financier, à savoir la déclaration financière de la commune coordinatrice concernée, ainsi que les pièces justificatives de la période de référence relatives aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissements qui sont détaillées à l'annexe 2 du projet. Il s'agit donc, comme le confirme l'article 9, § 1^{er}, du projet, des pièces constitutives du dossier financier.

Or l'article 11 de l'arrêté royal du 27 octobre 2021 prévoit que le solde du subside versé à la commune coordinatrice est versé après « un contrôle approfondi des pièces justificatives transmises par la commune coordinatrice ».

Le contrôle approfondi exigé par l'arrêté royal précité ne se concilie pas avec un contrôle par « coup de sonde » comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 9 du projet. Celui-ci sera revu pour se conformer aux exigences de l'arrêté royal.

Article 10

Au paragraphe 1^{er}, 2^o, il convient de remplacer les mots « par le présent arrêté » par les mots « par l'arrêté royal du 27 octobre 2021 déterminant les modalités d'octroi d'un subside à destination des communes dans le cadre de la Task Force Groupes vulnérables avec l'objectif de soutenir les communes dans la lutte contre les violences intrafamiliales et le présent arrêté ».

Article 11

Dès lors que la première phrase permet à l'administration de demander des compléments d'information par rapport à ceux précédemment communiqués par le demandeur de subvention et que l'on doit en déduire que l'administration ne peut faire usage de ce pouvoir que lorsqu'elle estime ces informations nécessaires pour apprécier la recevabilité et le fondement de la demande, la seconde phrase ne peut se contenter de prévoir une simple possibilité pour l'administration de « refus[er] les dépenses concernées » en l'absence de transmission des compléments. Il convient de prévoir qu'en ce cas la part de la subvention consacrée à ces dépenses est refusée.

Article 12

La première phrase du paragraphe 1^{er} fait usage de la notion de « jour ouvrable », qui ne fait l'objet d'aucune définition dans la loi et dans l'arrêté royal procurant un fondement juridique au projet.

Selon la jurisprudence, à défaut de disposition contraire, l'expression « jour ouvrable » exclut le dimanche et les jours fériés légaux mais, par contre, inclut le samedi comme jour ouvrable².

Si l'intention de l'auteur du projet d'arrêté est, pour l'application du projet, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il convient de compléter ce texte par une disposition indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 14

Aux termes du paragraphe 2,

« [l]e suivi et l'évaluation de la convention peuvent donner lieu à des sanctions financières, lesquelles sont applicables pendant la convention et/ou au terme de la convention ».

² Voir par exemple C.E., 20 mai 2010, *Piret*, n° 204.165 ; 11 février 2014, *Libert*, n° 226.375.

L'article 16 du projet prévoit par ailleurs que « [l]es sommes indues, identifiées par le contrôle approfondi des dépenses, sont récupérées par l'administration » et que peuvent également être récupérées au terme de la convention et à la requête du ministre ou de son administration, les sommes indues « établies dans le cadre de l'obligation de résultat ».

L'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 27 octobre 2021 prévoit que, si l'examen du dossier financier fait apparaître que les dépenses réalisées ne correspondent pas aux critères de contenu tels que visés à l'article 7 ou si les dispositions prévues par la convention ne sont pas respectées, le ministre peut refuser ou réclamer l'entièreté ou une partie du montant des dépenses.

Outre que le projet ne précise pas quelles sanctions peuvent être infligées aux communes concernées, de telles sanctions vont au-delà de ce que prévoit l'article 14, § 2, de l'arrêté royal précité, qui se limite à prévoir la récupération des montants des dépenses indues.

Le paragraphe 2 sera omis.

Article 16

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les mots « du paragraphe 2 » seront remplacés par les mots « de l'alinéa 1^{er} ».

Article 17

Le texte prévoit une entrée en vigueur de l'arrêté en projet « dès publication au *Moniteur belge* ».

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier la raison pour laquelle il entend déroger à la règle d'entrée en vigueur du texte dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Si une telle justification existe, la rédaction de la disposition sera revue.

Dans la version française il y a lieu de remplacer le mot « arrête » par le mot « arrêté » et d'écrire « le jour de sa publication » plutôt que « dès publication ».

Dans la version néerlandaise il y a lieu de remplacer le mot « wet » par le mot « besluit » et d'écrire « Dit besluit treedt in werking de dag waarop het [la suite comme au projet] ».

Annexes

1. Les annexes doivent mentionner qu'elles constituent une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé.
2. À plusieurs reprises, après avoir énoncé des règles relatives aux coûts pouvant être couverts par la subvention organisée par le projet, l'annexe n° 1 ajoute la phrase « En aucun cas ceux-ci ne peuvent être dépassés » ou une phrase analogue.

Pareille phrase est non seulement inutile mais laisse en outre à penser que, si elle ne figure pas ainsi en commentaire de la disposition concernée, les montants indiqués pourraient être dépassés, ce qui ne saurait être le cas.

Cette phrase sera chaque fois omise.

3. Au point 2.3 de la même annexe n° 1, il y a lieu de remplacer les signes et mots « Base/basis – (Indice santé 2014) » par les signes et mots « Indice santé (base 2013) / Gezondheidsindex (basis 2013) ». Au point 2.4, alinéa 3, il y a également lieu d'énoncer la formule d'indexation de manière complète.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit van 27 oktober 2021 ‘betreffende de toekenningsmodaliteiten van een subsidie voor gemeenten in het kader van de Task Force Kwetsbare Groepen met als doel het ondersteunen van de gemeenten in de strijd tegen intrafamiliaal geweld’ machtigt de minister van Binnenlandse zaken om “(...) de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële hulp [te bepalen]”.

Volgens artikel 108 van de Grondwet is het maken van verordeningen die voor de uitvoering van wetten nodig zijn, in beginsel zaak van de Koning. Afwijkingen van die principiële regeling, waarbij de Koning zijn verordenende bevoegdheid delegeert aan een minister, worden slechts bestaanbaar geacht met het voornoemde grondwettelijke voorschrift voor zover de toegestane delegaties betrekking hebben op maatregelen voor de uitvoering van bijkomstige of detailkwesties.

In casu stelt het koninklijk besluit van 27 oktober 2021, genomen ter uitvoering van artikel 69, eerste lid, 1°, van de wet van 30 maart 1994 ‘houdende sociale bepalingen’, zelf de essentiële toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële hulp vast. De artikelen 121 tot 124 van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’, vermeld in het tweede lid van de aanhef van dat koninklijk besluit, regelen de controle op de toekenning en het gebruik van de subsidies.

Bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen niet thuis in een verordenende tekst. Zulke vermeldingen zijn weliswaar overbodig maar het grootste bezwaar ertegen is niet zozeer dat ze voor overlappingen zorgen, dan wel dat ze de regel uithollen.

De steller van het ontwerp moet namelijk binnen zijn bevoegdheidssfeer blijven. Als hij een hogere regel overneemt – ook al is het een getrouwe overname –, handelt hij alsof hij bevoegd is om de overgenomen hogere regel vast te stellen en dus ook te wijzigen, waardoor die regel als het ware een lagere rangorde verkrijgt binnen de hiërarchie van de normen.

Het ontwerpbesluit dient dan ook te worden herzien in het licht van deze opmerking. Onder dat voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dienen de woorden “inzonderheid op artikel 69bis, 1^o” te worden vervangen door de woorden “artikel 69, eerste lid, 1^o”.
2. In het tweede lid dienen de woorden “, artikel 14, § 1” te worden toegevoegd.

In de Franse tekst moet bovendien het cijfer “2021” na het woord “octobre” worden ingevoegd.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De definities die worden gegeven in de punten 1^o tot 4^o, waaronder de twee definities die elk als een punt 4^o worden voorgesteld, moeten worden weggelaten daar ze reeds zijn opgenomen in artikel 1, 1^o tot 3^o, 5^o en 7^o, van het koninklijk besluit van 27 oktober 2021.

Bovendien worden de in de punten 6^o en 14^o (lees: 7^o en 15^o) gegeven definities verderop in de tekst niet gebruikt. Ze moeten dan ook worden weggelaten.

2. In de punten 9^o, 10^o en 11^o dienen respectievelijk de woorden “De personeelskosten geven (...) weer”, “De werkingskosten omvatten” en “De investeringen zijn” te worden weggelaten. Ze zijn overbodig en passen niet in de zinsconstructie aansluitend op de inleidende bepaling van artikel 1.

Artikel 2

De Raad van State heeft bedenkingen bij de normatieve strekking van de zinsnede “en verbindt zich ertoe deze te beheren ‘als een goede huisvader’”. Een dergelijk begrip lijkt immers te impliceren dat gemeenten die de subsidie krijgen een beoordelingsmarge hebben, terwijl zij daarover in beginsel niet beschikken.¹

¹ Het was in elk geval beter geweest de uitdrukking “goede huisvader” te vervangen door de uitdrukking “voorzichtig en redelijk persoon”: zie bijvoorbeeld artikel 1.10 van het Burgerlijk Wetboek, voorgesteld bij artikel 2 van het wetsvoorstel ‘houdende Boek 1 “Algemene bepalingen” van het Burgerlijk Wetboek’ (*Parl. St. Kamer* 2020-21, nr. 55-1805/001, 32) en artikel 5.72 van het Burgerlijk Wetboek, voorgesteld bij artikel 2 van het wetsvoorstel ‘houdende Boek 5 “Verbintenissen” van het Burgerlijk Wetboek’ (*Parl. St. Kamer* 2020-21, nr. 55-1806/001, 315).

Artikel 3

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 3 de woorden “programma 8 van de sectie 13” moeten worden vervangen door de woorden “programma 13.56.8”.

Dat gezegd zijnde, zou een dergelijke bepaling, gelet op het in artikel 174 van de Grondwet neergelegde beginsel van de budgettaire wettelijkheid, evenwel slechts toelaatbaar zijn, zonder overigens noodzakelijk te zijn, indien ze zich ertoe beperkte voor een afzonderlijk begrotingsjaar waarvoor reeds een algemene uitgavenbegroting is opgesteld, vast te stellen aan welk programma van die uitgavenbegroting de uitgaven betreffende de door het ontwerp geregelde subsidie moeten worden verbonden. Aangezien het echter de bedoeling is dat het ontwerp voor meerdere jaren geldt, dus ook voor toekomstige begrotingsjaren, staat het niet aan de minister om zich in de plaats te stellen van de begrotingswetgever en te vermelden welk programma van de toekomstige uitgavenbegrotingen de uitgave betreffende de door het ontwerp geregelde subsidie zal dragen.

De bepaling moet worden weggelaten, temeer daar de teksten die aan het ontwerp rechtsgrond verlenen, de minister dienaangaande geen enkele machtiging hebben gegeven.

Artikel 8

In paragraaf 2, eerste lid, moeten de woorden “in § 1° en 2°” worden vervangen door de woorden “in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°”.

2. In de Franse tekst van paragraaf 3, tweede lid, moet het woord “communale” worden vervangen door het woord “commune”.

Artikel 9

Paragraaf 2 bepaalt dat de door de administratie uitgevoerde controle van de verantwoordingsstukken bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, 1° en 2°, steekproefsgewijs kan plaatsvinden. De bedoelde stukken zijn die welke het financieel dossier vormen, namelijk de financiële vordering van de betrokken coördinerende gemeente en de verantwoordingsstukken van het referentiejaar betreffende de personeels-, werkings- en investeringsuitgaven die in bijlage 2 van het ontwerp gedetailleerd worden beschreven. Zoals in artikel 9, § 1, van het ontwerp wordt bevestigd, gaat het dus om de bestanddelen van het financieel dossier.

Artikel 11 van het koninklijk besluit van 27 oktober 2021 bepaalt echter dat het saldo van de subsidie zal worden gestort na “grondige controle van de door de coördinerende gemeente ingediende verantwoordingsstukken”.

De bij het voornoemde koninklijk besluit vereiste grondige controle is onbestaanbaar met een “steekproefsgewijze” controle zoals bepaald in paragraaf 2 van artikel van artikel 9 van het ontwerp. Die paragraaf moet worden herzien zodat hij voldoet aan de vereisten van het koninklijk besluit.

Artikel 10

In paragraaf 1, 2°, dienen de woorden “bij dit besluit” te worden vervangen door de woorden “bij het koninklijk besluit van 27 oktober 2021 betreffende de toekenningsmodaliteiten van een subsidie voor gemeenten in het kader van de Task Force Kwetsbare Groepen met als doel het ondersteunen van de gemeenten in de strijd tegen intrafamiliaal geweld en bij dit besluit”.

Artikel 11

Aangezien de administratie volgens de eerste zin aanvullende informatie kan vragen boven op de eerder door de subsidieaanvrager bezorgde aanvullingen en aangezien daaruit moet worden afgeleid dat ze van die bevoegdheid enkel gebruik mag maken wanneer ze die informatie nodig acht om de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de aanvraag te beoordelen, mag de tweede zin zich er niet toe beperken te bepalen dat de administratie gewoon de mogelijkheid heeft “de betrokken uitgaven [af te wijzen]” ingeval de aanvullingen niet worden bezorgd. Er dient te worden bepaald dat in dat geval het voor die uitgaven bestemde gedeelte van de subsidie wordt geweigerd.

Artikel 12

In de eerste zin van paragraaf 1 wordt gebruikgemaakt van het begrip “werkdag”, een begrip dat nergens wordt gedefinieerd in de wet en in het koninklijk besluit die het ontwerp een rechtsgrond verlenen.

Volgens de rechtspraak dekt de uitdrukking “werkdagen” behoudens andersluidende bepaling niet de zondagen en de wettelijke feestdagen, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.²

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerpbesluit is om voor de toepassing van het ontwerp de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, dan dient in die tekst aanvullend te worden bepaald dat het begrip “werkdagen” verwijst naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

² Zie bijvoorbeeld RvS 20 mei 2010, nr. 204.165, *Piret*; 11 februari 2014, nr. 226.375, *Libert*.

Artikel 14

Paragraaf 2 luidt als volgt:

“De opvolging en de evaluatie van de overeenkomst kunnen aanleiding geven tot financiële sancties, die van toepassing kunnen zijn gedurende de looptijd van de overeenkomst en/of aan het einde van de overeenkomst.”

Artikel 16 van het ontwerp bepaalt voorts dat “[o]nverschuldigde bedragen die door een grondige controle van de uitgaven worden vastgesteld, (...) door de Administratie [worden] teruggevorderd” en dat, op het einde van de overeenkomst en op verzoek van de minister of zijn administratie, ook de onverschuldigde bedragen teruggevorderd kunnen worden “die in het kader van de resultaatsverbintenis zijn vastgesteld”.

Artikel 14, § 2, van het koninklijk besluit van 27 oktober 2021 bepaalt dat, wanneer uit de controle van het financieel dossier blijkt dat de uitgaven niet stroken met de inhoudelijke criteria zoals bepaald in artikel 7 of indien de bepalingen van de overeenkomst niet worden nageleefd, de minister het bedrag van de uitgaven helemaal of gedeeltelijk kan weigeren of terugvorderen.

Naast het feit dat het ontwerp niet preciseert welke sancties aan de betrokken gemeenten kunnen worden opgelegd, gaan dergelijke sancties verder dan het bepaalde in artikel 14, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit, dat zich ertoe beperkt te voorzien in de terugvordering van de bedragen van de onverschuldigde uitgaven.

Paragraaf 2 moet worden weggelaten.

Artikel 16

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 2, tweede lid, 2°, de woorden “van het (lees: de) tweede paragraaf” moeten worden vervangen door de woorden “van het eerste lid”.

Artikel 17

De tekst bepaalt dat de ontworpen tekst in werking treedt “de dag waarop [hij] in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt”.

De steller van het ontwerp moet in staat zijn te verantwoorden waarom hij wil afwijken van de regel waarbij de tekst tien dagen na de zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* in werking treedt.

Indien een dergelijke verantwoording voorhanden is, moet redactie van de bepaling worden herzien.

In de Nederlandse tekst moet het woord “wet” door het woord “besluit” worden vervangen en schrijve men “Dit besluit treedt in werking de dag waarop het (voorts zoals in het ontwerp)”.

In de Franse tekst schrijve men “arrêté” in plaats van “arrête” en “le jour de sa publication” in plaats van “dès publication”.

Bijlagen

1. De bijlagen moeten aangeven dat ze een bijlage bij het besluit vormen, en moeten het opschrift van dat besluit vermelden.

2. Na de vermelding van de regels met betrekking tot de kosten die kunnen worden gedekt door de subsidie waarin het ontwerp voorziet, staat in bijlage 1 meermaals de zin “Deze mogen in geen enkel geval worden overschreden” of een soortgelijke zin.

Een dergelijke zin is niet alleen overbodig maar wekt bovendien de indruk dat, ingeval hij niet zo als toelichting bij de betrokken bepaling staat, de vermelde bedragen zouden mogen worden overschreden, hetgeen niet het geval kan zijn.

Die zin moet telkens worden weggelaten.

3. In punt 2.3 van dezelfde bijlage 1 moet de vermelding “Base/basis – (Indice santé 2014)” worden vervangen door de vermelding “Indice santé (base 2013) / Gezondheidsindex (basis 2013)”. Ook in punt 2.4, derde lid, moet de indexeringsformule volledig worden vermeld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT